

**Allocution du Maire de Chalette sur Loing
Cérémonie du 8 mai 2015 (70ème anniversaire)**

Mesdames et Messieurs les représentants des associations patriotiques,
Mesdames et Messieurs les portes drapeaux,
Mesdames et Messieurs les familles de résistants et d'anciens combattants,
Mesdames et Messieurs les représentants des Autorités Civiles et Militaires,
Mesdames et Messieurs les Elus,
Les enfants du CME,
Mesdames et Messieurs,
Chers amis Chalettois,

Il y a 70 ans, mardi 8 Mai 1945, la France tournait une page très douloureuse de son histoire. À Paris, en France, dans l'Europe et dans le monde, des centaines de millions d'êtres humains respirent, le fascisme est enfin abattu en Allemagne ; la Wehrmacht, les SS, la Gestapo, les camps de la mort sont militairement anéantis. C'est une victoire

qui, par ses conséquences, n'a pas de parallèle dans les siècles passés. En cette journée, des perspectives s'offrent de nouveau à l'humanité. Cette victoire sans précédent est celle des peuples eux-mêmes, celle des démocraties. Des peuples se sont sacrifiés pour qu'elle soit complète et qu'elle soit décisive.

Oui, ce 8 Mai 1945, sous le ciel bleu et le soleil, ce qui prévalait, c'était un immense soulagement. Non, ce n'était pas l'explosion de joie accompagnant le jour de la Libération et qui faisait s'exclamer Aragon, grand poète de la Résistance :

« Ô mois d'août quarante-quatre
Maintenant maintenant il peut
Ce vieux cœur s'arrêter de battre
Je sais ce que c'est qu'un ciel bleu ».

Soulagement, soulagement que la guerre soit finie, que l'Allemagne nazie ait été acculée à la capitulation sans conditions. Joie car s'éloignent la peur, le spectre de cette guerre qui n'en finissait pas. Allégresse au cœur, au cœur des jeunes notamment pour qui l'avenir prenait sens. Mais il y avait aussi l'ombre de celles et ceux qui ne reviendraient pas, l'angoisse de l'attente de ceux qui étaient partis dans les camps de concentration et dont les

premiers libérés donnaient la terrible image ; il y avait le sentiment d'une France dévastée, où tout manquait, où la vie quotidienne était toujours aussi difficile...

Les poètes qui avaient célébré la Résistance puis la Libération s'expriment rarement sur cette journée si ce n'est un petit quatrain d'Aragon, plutôt teinté d'inquiétude et qui résonne comme une mise en garde que confirmera plus tard Paul Eluard.

Ainsi Aragon déclare :

« L'amour nous le gardons à ceux-là qui partirent
Et dont la voix n'a plus d'écho que notre voix
Pardoner ce serait oublier leur martyr
Ce serait les tuer deux fois ».

Et Eluard : « Si l'écho de leur voix faiblit
Nous périrons ».

Les Français savent que si la guerre est finie en Europe, elle sévit toujours en Extrême Orient et dans le Pacifique, dans l'attente de l'horreur d'Hiroshima et de Nagasaki.

Ils savent que d'autres batailles les attendent. Ils mesurent déjà le danger que fait peser l'impérialisme américain naissant et qui tente d'imposer l'AMGOT qui ferait de la France une sorte de protectorat pour l'administration américaine, tentative que la fermeté de

Charles de Gaulle, porté par le mouvement populaire, fera heureusement échouer. Cependant, l'administration de Vichy est toujours en place et agissante, et l'anticommunisme reprend vite des couleurs, en dépit du rôle majeur joué par le Parti Communiste Français dans la Résistance. Celui-ci n'aura droit qu'à deux Préfets : Jean Chaintron à Limoges et Lucien Monjauvis à Saint-Etienne. Surtout, il faut reconstruire la France ruinée.

La CGT, par la voix de Benoit Frachon, appelle la classe ouvrière à ce nouveau combat, la bataille de la production – « cette classe ouvrière demeurée seule fidèle à la patrie profanée », selon le mot de François Mauriac. De son côté, Maurice Thorez, secrétaire général du Parti Communiste Français, désormais ministre de la République, fait de ce combat celui de la Nation tout entière : « le relèvement de la France, ce n'est pas la tâche d'un seul parti, non plus de quelques hommes d'Etat, c'est la tâche de millions de françaises et de Français, c'est la tâche de la Nation tout entière », proclame-t-il. Et à Waziers, ville du Nord liée à l'exploitation du charbon, il fait appel au patriotisme de classe des mineurs : « Hier, l'arme, c'était le sabotage, mais aujourd'hui, l'arme du mineur, c'est de produire,

c'est produire pour faire échec au mouvement de réaction, pour manifester sa solidarité de classe envers les ouvriers des autres corporations ».

Dans un rapport de force favorable, ceux qui avaient proclamé « plutôt Hitler que le Front Populaire » et s'étaient vautrés dans la collaboration, étaient largement discrédités.

On se met au travail – et les résultats sont là ! Mais on n'oublie pas que le travail doit aussi s'accompagner du progrès, progrès de la démocratie et progrès social qui constituent un volet essentiel du programme du Conseil National de la Résistance. Dans cette France exsangue, le ministre communiste du Travail, Ambroise Croizat, invente et fait adopter, après une rude bataille, un système de sécurité sociale unique au monde, solidaire, géré par les travailleurs eux-mêmes, ce système que les gouvernements successifs s'obstinent à remettre en cause au nom des « équilibres financiers », de la « diminution de la dette publique » alors même que la richesse du pays s'est immensément accrue. Marcel Paul, ministre communiste de la production industrielle lui aussi dans le gouvernement de Charles de Gaulle, quant à lui, conduit à bien la nationalisation du gaz et de l'électricité et dote les

personnels d'un statut et d'avantages sociaux que la réaction n'a jamais acceptés. Fernand Grenier, communiste nommé commissaire à l'Air par le Général de Gaulle, fait adopter un amendement qui accorde le droit de vote aux femmes – nous avons célébré il y a quelques jours le 70ème anniversaire du premier vote - et Maurice Thorez est à l'initiative du premier statut de la Fonction Publique.

Mais, mais le 8 mai, n'oublions pas, tandis que la France célèbre la capitulation de l'Allemagne nazie, l'armée française réprime avec une violence inouïe, en Algérie, à Sétif et Guelma, des manifestations qui revendiquent l'indépendance. Répression qui fera des dizaines de milliers de morts, sur laquelle pèsera, jusqu'à ces toutes dernières années, un lourd silence. C'est qu'au lendemain de la guerre et de la victoire pour lesquelles ils ont payé un lourd tribut de sang, les peuples coloniaux veulent l'indépendance et la liberté. Mais les tenants du colonialisme n'ont pas abdiqué : la décolonisation n'est pas encore en marche.

Pendant ce temps-là, Chalette panse ses plaies, comme de multiples communes, mais à la différence de certaines

qui ont atrocement souffert, il y eut relativement peu de victimes : une quarantaine en tout. Pourtant aucun quartier n'aura été épargné l'année précédente par les bombes pesant parfois jusqu'à 250 kgs : le Bourg, le Lancy, la Pontonnerie, le Château Blanc subiront d'importants dommages. Et comme ailleurs, le fol espoir engendré par la Libération et la fin de la guerre va très vite se heurter aux réalités rencontrées : une France dévastée, à reconstruire, avec une industrie manquant de matières premières.

Hutchinson n'échappe pas à cette règle : avec 2600 ouvriers, son effectif a diminué de moitié depuis 1939. Le coût de la vie augmente au rythme d'une inflation s'accéléralant, les salaires ne suivent pas, aussi débrayages et grèves se succèdent. Les relations entre les dirigeants de l'usine et les ouvriers se tendent. Beaucoup reviennent du STO et ne comprennent pas qu'après tant de souffrances doivent s'ajouter encore de nouvelles privations. De ce fait, Marcel Paul, accompagné d'Albert Rigal, député communiste du Loiret jusqu'en 1951, se déplaceront spécialement pour faire redémarrer la production à Hutchinson. L'usine profitera d'une période de stabilité relative et des énormes besoins d'une Europe

qui se relève pour augmenter sa production. Elle dépassera bientôt celle de 1939 et le nombre de ses ouvriers atteindra 3393 en 1949.

Et à partir de la victoire du 8 Mai 1945, Chalette connaîtra une importante poussée démographique.

Dans trois semaines, nous célébrerons le 27 mai qui est déclarée Journée nationale de la Résistance depuis 2013. Cette journée, dont la date a été choisie en référence à la première réunion du Conseil national de la Résistance (CNR), le 27 mai 1943, fournit l'occasion d'une réflexion sur les valeurs de la Résistance et celles portées par le programme du CNR. Et en février 2014, le Président de la République annonce officiellement, au Mont-Valérien, le transfert au Panthéon, ce 27 mai 2015, des cendres de quatre figures illustres de la Seconde Guerre mondiale, deux femmes et deux hommes, incarnations de «l'esprit de résistance» : son choix s'est porté sur deux femmes, Germaine Tillion, ethnologue et résistante, et Geneviève de Gaulle-Anthonioz, ancienne présidente de ATD Quart Monde et nièce du général de Gaulle, qui toutes deux furent déportées à Ravensbruck, ainsi que deux hommes, Pierre Brossolette, journaliste et résistant, et Jean Zay,

ministre de l'Éducation du Front populaire assassiné en juin 1944 par des miliciens. Mais n'oublions pas que le Mont Valérien fut aussi le lieu du massacre de 22 membres du Groupe Manouchian, réseau constitué de résistants communistes, juifs, arméniens, espagnols et polonais. De nombreux noms de résistantes et résistants communistes ont circulé pour l'entrée au Panthéon tels que Marie-Claude Vaillant-Couturier, Martha Desrumeaux, Missak Manouchian et ses camarades de l'affiche rouge. Et nous ne pouvons comprendre l'ostracisme dont sont victimes les communistes dans le choix présidentiel. Cela contrarie les valeurs de la République qui ont prévalu en ces temps sombres, et qui restent de pleine actualité. La Résistance des femmes et hommes communistes a été essentielle et nous appelons le Président à ne pas l'oublier pour des raisons de politique politicienne.

La mémoire porteuse d'expérience aide à choisir les destinées. Et ce rappel historique que représente la commémoration d'aujourd'hui éclaire pour mieux comprendre la situation actuelle menacée par une autre aventure du type fasciste.

Nous avons le devoir d'œuvrer ensemble pour empêcher le retour des idéologies racistes et criminelles qui, partout en Europe, et comme dans les années 30 ressurgissent sur fond de crise, porteuses des mêmes dangers et des mêmes risques pour l'Humanité.

Et l'un des enseignements essentiels de cette victoire de l'Humanité sur la barbarie, c'est justement cette capacité à résister, cette capacité à refuser ce qui est injuste, ce qui est intolérable.

Il est de notre devoir d'agir même quand tout semble perdu.

C'est toujours de l'action et de la résistance que sont venus les progrès de l'Humanité.

Perpétuer le souvenir des combattants de l'ombre, de ceux de tous les champs de bataille, c'est aussi, et c'est d'abord s'engager, comme eux, en résistance.

Montrons-nous dignes de la mémoire de toutes celles et de tous ceux qui ont combattu pour que nous puissions aujourd'hui célébrer le 70ème anniversaire de la victoire du 8 mai 1945. Et je conclurai mon propos en citant Patrick Le Hyaric, député européen et directeur du journal « l'Humanité » : « Pour nous prémunir du retour vengeur des idées d'extrême droite et reconstruire la perspective

de jours heureux, gardons à cœur la volonté de perpétuer le souvenir des horreurs de la guerre, de la Libération, de ses audaces et de ses réussites au service du bien commun. À nous de nous atteler, ensemble et dans les conditions d'aujourd'hui, à l'invention d'un nouveau progressisme pour un nouveau projet humain, social et solidaire, culturel et écologique, internationaliste et porteur de paix. »

Je vous remercie de votre attention.